

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Juillet 2010 : déficit budgétaire de 0,5 milliard de dollars

Le mois de juillet 2010 s'est soldé par un déficit budgétaire de 0,5 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 5,8 milliards en juillet 2009.

Les revenus ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (10,5 %), principalement en raison de rentrées plus élevées d'impôt sur le revenu des particuliers et d'impôt sur le revenu des sociétés. Les charges de programmes ont diminué de 3,6 milliards (16,6 %), essentiellement sous l'effet de l'aide ponctuelle accordée à l'industrie automobile en 2009-2010, ainsi que d'une baisse des dépenses de fonctionnement des ministères et des organismes, y compris le ministère de la Défense nationale. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,2 milliard.

D'avril à juillet 2010 : déficit budgétaire de 7,7 milliards de dollars

Au cours des quatre premiers mois de 2010-2011, le déficit budgétaire s'est élevé à 7,7 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 18,3 milliards pour la même période de l'année précédente. Une tranche d'environ 5 milliards de ce déficit est imputable aux mesures prises dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, y compris les réductions d'impôt, les mesures liées à l'assurance-emploi et le financement de l'infrastructure. Les revenus budgétaires ont augmenté de 3,9 milliards (5,5 %) en raison de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et de taxe sur les produits et services (TPS). Les charges de programmes ont diminué de 6,8 milliards (8,6 %), en grande partie sous l'effet de l'aide ponctuelle accordée au secteur de l'automobile en 2009-2010. D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont progressé de 0,1 milliard de dollars.

Juillet 2010

Un déficit budgétaire de 0,5 milliard de dollars a été enregistré en juillet 2010, comparativement à un déficit de 5,8 milliards en juillet 2009.

Les revenus ont progressé de 1,9 milliard de dollars (10,5 %) pour s'établir à 20,4 milliards.

- Les rentrées provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (7,6 %).
- Les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 0,9 milliard de dollars (52,0 %), sous l'effet d'une baisse des remboursements par rapport à juillet 2009.

- Les rentrées attribuables à la retenue d'impôt des non-résidents ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (17,9 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (6,4 %). Les rentrées de TPS ont rapporté 0,1 milliard (5,1 %) de plus. Les taxes sur l'énergie ont affiché une hausse de 0,1 milliard, les droits de douane à l'importation ont reculé de 20 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont progressé de 0,1 milliard.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

Canada

La revue financière

- Les cotisations d'assurance-emploi sont demeurées stables, en hausse de 6 millions de dollars (0,4 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,8 %).

En juillet 2010, les charges de programmes ont totalisé 18,2 milliards de dollars, en baisse de 3,6 milliards (16,6 %) par rapport à juillet 2009, ce qui traduit une diminution des paiements de transfert et des coûts de fonctionnement.

Les paiements de transfert ont régressé de 2,6 milliards de dollars (16,8 %).

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont reculé de 0,1 milliard de dollars (1,7 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard (1,9 %). Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,2 milliard (10,3 %) en raison de la baisse des prestations régulières. Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ont progressé de 18 millions (1,7 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations, qui englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux programmes sociaux (Transfert canadien en matière de santé et Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada, ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (9,0 %), principalement en raison de la croissance, prévue par la loi, du Transfert canadien en matière de santé et des transferts de la taxe sur l'essence aux villes et collectivités canadiennes. L'échéancier de ces derniers transferts varie d'une année à l'autre.

- Les autres paiements de transfert ont diminué de 2,9 milliards de dollars, en grande partie sous l'effet de l'aide ponctuelle consentie au secteur de l'automobile en 2009-2010.

Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des sociétés d'État, des ministères et des organismes, y compris la Défense nationale, ainsi que des résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. Ces dépenses ont fléchi de 1,0 milliard de dollars (15,9 %) par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison d'un rajustement apporté en juillet 2010 à l'égard des stocks du ministère de la Défense nationale ainsi que d'un rajustement ponctuel, au cours du même mois, destiné à corriger une surévaluation des coûts des avantages sociaux futurs des employés consignée dans les mois précédents, à la lumière d'estimations révisées de ces coûts pour l'exercice 2010-2011. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (8,5 %).

D'avril à juillet 2010

Pour les quatre premiers mois de l'exercice 2010-2011, un déficit budgétaire de 7,7 milliards de dollars a été constaté, comparativement au déficit de 18,3 milliards enregistré pour la même période en 2009-2010. Une tranche d'environ 5 milliards de ce déficit est attribuable aux mesures prises dans le cadre du Plan d'action économique du Canada.

Les revenus ont progressé de 3,9 milliards de dollars (5,5 %), pour s'établir à 75,1 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (3,2 %).
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (1,7 %), par suite de la baisse d'environ 10 % des rentrées, qui a été plus que compensée par une diminution des remboursements d'impôt d'environ 24 %.
- Les rentrées au titre de la retenue d'impôt des non-résidents ont diminué de 0,2 milliard de dollars (12,3 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 2,6 milliards de dollars (22,7 %) de plus, surtout en raison d'une hausse de 2,4 milliards

(33,7 %) des revenus tirés de la TPS. Les revenus provenant des taxes sur l'énergie ont augmenté de 0,1 milliard, tandis que les autres taxes et droits d'accise ont progressé de 0,2 milliard. Les droits de douane à l'importation ont diminué de 28 millions de dollars.

- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 61 millions de dollars (0,9 %). Le taux de cotisation est demeuré inchangé pour 2009 et 2010, soit 1,73 \$ par tranche de 100 \$ de rémunération assurable.
- Les autres revenus ont enregistré une hausse de 0,1 milliard de dollars (1,8 %).

D'avril à juillet 2010, les charges de programmes ont totalisé 72,6 milliards de dollars, en baisse de 6,8 milliards (8,6 %) par rapport à la même période l'année précédente, ce qui traduit surtout une diminution des paiements de transfert.

Les paiements de transfert pour la période d'avril à juillet 2010 ont diminué de 6,1 milliards de dollars (10,9 %) par rapport à la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux particuliers ont reculé de 0,1 milliard de dollars (0,3 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,3 milliard (2,3 %), ce qui reflète la croissance du nombre d'aînés. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,5 milliard (7,3 %) en raison de la baisse des prestations régulières, baisse qui reflète le recul du taux de chômage. Les prestations pour enfants ont connu une hausse de 0,2 milliard, en partie sous l'effet de la bonification du supplément de la Prestation nationale pour enfants et de la Prestation fiscale canadienne pour enfants instaurée en juillet 2009 dans le cadre du Plan d'action économique du Canada.

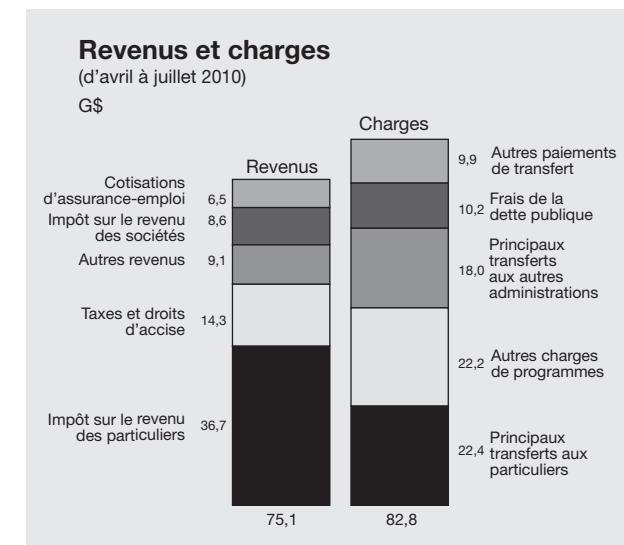
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (2,1 %), essentiellement sous l'effet de la croissance, prévue par la loi, du Transfert canadien en matière de santé.
- Les autres paiements de transfert ont reculé de 6,4 milliards de dollars, principalement sous l'effet de l'aide ponctuelle accordée à l'industrie automobile en 2009-2010.

Les autres charges de programmes ont reculé de 0,7 milliard de dollars (2,9 %) par rapport à l'exercice précédent, essentiellement en raison d'un rajustement des stocks consigné par le ministère de la Défense nationale.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (0,7 %).

Besoins financiers de 29,5 milliards de dollars d'avril à juillet 2010

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.



La revue financière

Considérant un déficit budgétaire de 7,7 milliards de dollars et des besoins de 21,8 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à juillet de l'exercice 2010-2011 s'est soldée par des besoins financiers de 29,5 milliards, comparativement à des besoins financiers de 40,2 milliards pour la même période en 2009-2010. La baisse des besoins en 2010-2011 découle de l'amélioration du solde budgétaire, d'une réduction des besoins de financement de la Société canadienne d'hypothèques et de logement du Canada liés au Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés par suite de la fin, en mars 2010, des achats de blocs de prêts hypothécaires assurés, ainsi de l'aide ponctuelle accordée à l'industrie automobile en 2009-2010.

Activités nettes de financement en hausse de 9,2 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 29,5 milliards de dollars en augmentant de 9,2 milliards la dette contractée sur les marchés et en réduisant ses soldes de trésorerie de 20,3 milliards. L'accroissement de la dette contractée sur les marchés a principalement été réalisé par l'émission d'obligations négociables. Le niveau des soldes de trésorerie peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre en fonction de divers facteurs, notamment les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt. À la fin de juillet 2010, les soldes de trésorerie s'élevaient à 5,3 milliards, soit 19,3 milliards de moins qu'à la fin de juillet 2009.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Juillet		Avril à juillet	
	2009	2010	2009-2010	2010-2011
(M\$)				
Opérations budgétaires				
Revenus	18 441	20 386	71 204	75 095
Charges				
Charges de programmes	-21 801	-18 192	-79 377	-72 576
Frais de la dette publique	-2 457	-2 667	-10 153	-10 222
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-5 817	-473	-18 326	-7 703
Opérations non budgétaires	-1 460	-6 249	-21 907	-21 812
Ressources ou besoins financiers	-7 277	-6 722	-40 233	-29 515
Variation nette dans les activités de financement	11 920	5 464	19 796	9 220
Variation nette dans l'encaisse	4 643	-1 258	-20 437	-20 295
Encaisse à la fin de la période			24 592	5 328

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus

	Juillet			Avril à juillet		
	2009	2010	Variation	2009-2010	2010-2011	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	9 070	9 763	7,6	35 567	36 688	3,2
Impôt sur le revenu des sociétés	1 657	2 518	52,0	8 460	8 608	1,7
Impôt sur le revenu des non-résidents	397	468	17,9	1 702	1 493	-12,3
Total des impôts sur le revenu	11 124	12 749	14,6	45 729	46 789	2,3
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 891	3 038	5,1	7 104	9 497	33,7
Taxes sur l'énergie	390	440	12,8	1 594	1 661	4,2
Droits de douane à l'importation	366	346	-5,5	1 199	1 171	-2,3
Autres taxes et droits d'accise	472	558	18,2	1 720	1 922	11,7
Total des taxes et droits d'accise	4 119	4 382	6,4	11 617	14 251	22,7
Total des revenus fiscaux	15 243	17 131	12,4	57 346	61 040	6,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 350	1 356	0,4	6 432	6 493	0,9
Autres revenus	1 848	1 899	2,8	7 426	7 562	1,8
Total des revenus	18 441	20 386	10,5	71 204	75 095	5,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

La revue financière

Tableau 3

Charges

	Juillet			Avril à juillet		
	2009	2010	Variation	2009-2010	2010-2011	Variation
	(M\$)	(%)		(M\$)	(%)	
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations pour les aînés	2 822	2 877	1,9	11 410	11 667	2,3
Prestations d'assurance-emploi	1 643	1 474	-10,3	6 974	6 465	-7,3
Prestations pour enfants	1 082	1 100	1,7	4 134	4 312	4,3
Total	5 547	5 451	-1,7	22 518	22 444	-0,3
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 040	2 157	5,7	8 159	8 630	5,8
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	979	931	-4,9	3 694	3 726	0,9
Total	3 019	3 088	2,3	11 853	12 356	4,2
Transferts fiscaux	1 262	1 338	6,0	5 759	5 803	0,8
Villes et collectivités du Canada	0	232	s.o.	957	858	-10,3
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-235	-246	4,7	-907	-983	8,4
Total	4 046	4 412	9,0	17 662	18 034	2,1
Autres paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire	73	93	27,4	347	321	-7,5
Affaires étrangères et Commerce international	282	365	29,4	1 002	1 084	8,2
Santé	276	321	16,3	972	913	-6,1
Ressources humaines et Développement des compétences	324	435	34,3	1 062	1 216	14,5
Affaires indiennes et du Nord canadien	335	429	28,1	1 820	1 884	3,5
Industrie	212	300	41,5	602	653	8,5
Autres	4 389	1 073	-75,6	10 479	3 784	-63,9
Total	5 891	3 016	-48,8	16 284	9 855	-39,5
Total des paiements de transfert	15 484	12 879	-16,8	56 464	50 333	-10,9
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État	720	805	11,8	2 787	2 997	7,5
Défense	1 791	1 048	-41,5	6 055	5 191	-14,3
Tous les autres ministères et organismes	3 806	3 460	-9,1	14 071	14 055	-0,1
Total des autres charges de programmes	6 317	5 313	-15,9	22 913	22 243	-2,9
Total des charges de programmes	21 801	18 192	-16,6	79 377	72 576	-8,6
Frais de la dette publique	2 457	2 667	8,5	10 153	10 222	0,7
Total des charges	24 258	20 859	-14,0	89 530	82 798	-7,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Juillet		Avril à juillet	
	2009	2010	2009-2010	2010-2011
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-5 817	-473	-18 326	-7 703
(M\$)				
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-112	-1 017	-331	-1 916
Autres activités d'investissement	-4 489	-541	-12 951	-6
Régimes de retraite et autres passifs	693	708	2 443	2 209
Autres activités				
Créanciers, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	-3 760	-5 873	-17 648	-23 277
Opérations de change	6 077	154	5 539	-120
Amortissement des immobilisations corporelles	131	320	1 041	1 298
Total des autres activités	2 448	-5 399	-11 068	-22 099
Total des opérations non budgétaires	-1 460	-6 249	-21 907	-21 812
Ressources ou besoins financiers	-7 277	-6 722	-40 233	-29 515

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Juillet		Avril à juillet	
	2009	2010	2009-2010	2010-2011
Ressources ou besoins financiers	-7 277	-6 722	-40 233	-29 515
(M\$)				
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	9 231	4 658	20 785	19 384
Bons du Trésor	8 900	1 600	7 900	-9 400
Titres au détail	-175	-45	-15	-245
Autres	-2	-3	-66	-390
Total	17 954	6 210	28 604	9 349
Emprunts en devises	-2 775	-386	-3 790	-152
Total	15 179	5 824	24 814	9 197
Réévaluation de swaps de devises	-2 798	-394	-4 744	-36
Escomptes non amortis des émissions obligataires	-449	46	-210	120
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-12	-12	-64	-61
Variation nette dans les activités de financement	11 920	5 464	19 796	9 220
Variation dans l'encaisse	4 643	-1 258	-20 437	-20 295

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.